

FICHE | ÉTUDE DE CAS

4 | Poto : une seconde vie pour un couloir de passage à bétail à l'abandon



Le couloir de passage de Poto ne passe plus inaperçu avec ses balises peintes en rouge et blanc. Cet ouvrage de 7 km de long et 50 à 100 mètres de large doit sa renaissance à divers appuis, dont celui déterminant du PASDeR, de l'UCOPER et de Ciradel, en charge de l'accompagnement du processus. Mais le couloir de passage de Poto est surtout le fruit de l'engagement des populations, dont certains riverains de l'ouvrage ont cédé une partie de leur champ pour son réaménagement, et de la forte implication du délégué et des notables du village dans la gestion des crises liées à son aménagement et à son exploitation.

L'histoire du couloir de Poto remonte à une trentaine d'années, sous la Révolution. Son tracé part d'une bonne intention : réduire les conflits agriculteurs - éleveurs et surtout favoriser le vivre ensemble. Il s'agissait pour les autorités de l'époque d'expliquer aux agriculteurs que les éleveurs ne sont pas des citoyens de seconde zone mais des citoyens à part entière.

Aujourd'hui encore, les conflits d'usage des ressources naturelles dans le terroir de Poto persistent, exacerbés par la diminution des aires de pâture, une démographie élevée, le développement effréné de la culture du coton fortement encouragé par l'Etat, l'accroissement et l'éparpillement des superficies des exploitations agricoles, la reconversion de nombreux agriculteurs en éleveurs, le rétrécissement voire la disparition de zones de pâture et d'abreuvement du bétail et des couloirs de passage.

En mai 2015, l'ancien couloir de Poto est réhabilité, avec l'appui du PASDeR. Il mesure 7 km de long et 50 mètres de large. Il facilite et sécurise la circulation du bétail des populations de Poto et des villages alentour voire de localités plus lointaines.

Poto se situe à une quinzaine de kilomètres de Banikoara, le chef-lieu de commune, mais il reste faiblement doté en infrastructures. Le village dispose d'un centre de santé sans infirmier et d'une école tenue par des enseignants vacataires. A ce jour, le nouveau couloir de passage semble représenter le seul ouvrage digne de ce nom du village.

La synergie entre acteurs qui pour mener à bien la réhabilitation du couloir de passage

La réhabilitation du couloir de passage de Poto résulte d'un processus participatif impliquant les populations, la mairie, une entreprise locale, une ONG d'accompagnement, Ciradel, les élus et des techniciens de l'UCOPER.

De la formation co organisée par l'UCOPER et la mairie à l'enfouissement des balises en passant par la mise en place du bureau, l'information du village, la négociation des donations de terrain... la stratégie adoptée pour la matérialisation des couloirs de passage visait deux objectifs : favoriser la participation de tous à la construction de l'ouvrage et anticiper d'éventuels actes de vandalisme.

La formation et la session d'information préliminaire à la mairie.

La mairie est le partenaire privilégié de l'UCOPER et des autres acteurs de développement au niveau communal. Sa tutelle donne un caractère officiel à toute initiative à l'échelle locale. C'est pourquoi la mairie a servi de cadre pour la formation regroupant les élus de l'UCOPER, les services techniques de la municipalité, l'entreprise de travaux publics, le Service Communal de Développement Agricole (SCDA) et d'autres structures de l'Etat. La formation portait sur la présentation du PASDeR, ses principes en matière de délégation d'ouvrages communautaires, les normes de l'Etat en matière d'aménagement du territoire, les responsabilités des acteurs clefs : UCOPER, mairie, entreprise, structures d'appui et surtout populations dans la réhabilitation du couloir de passage.

L'installation d'un bureau de cinq membres, d'un délégué et d'un agent d'élevage.

Ce groupe porte le nom de comité de surveillance. Au sein de l'équipe, le facilitateur joue le rôle de conseiller. Le président dirige et convoque les réunions. Le chargé de l'information et de la communication, par ailleurs membre de l'UCOPER, fait le lien entre l'OSP et le bureau avec qui il convient de la meilleure stratégie pour informer la population. Il recourt généralement au crieur public. Le délégué représente l'administration. A ce titre, il gère les conflits, négocie les donations de terrain.

L'information de la population. Il existe deux principaux modes d'information et de sensibilisation des populations : les causeries débats et les émissions radiophoniques. Le premier outil vise à informer les populations et à approfondir les échanges avec elles sur l'ouvrage, son utilité, la stratégie de mise en œuvre, le calendrier d'exécution, les contraintes liées à sa mise en œuvre, etc.

Outre les causeries débats, l'information est largement diffusée à la radio, d'abord sous forme de communiqués annonçant la réhabilitation du couloir de passage. Les accords passés avec la radio locale ont porté autant sur la couverture des activités de mise en œuvre que sur la réception de l'ouvrage.

Le recensement des riverains tout le long du couloir (au nombre de 30) visait à évaluer les parcelles sous l'emprise du couloir de passage. Une cartographie du couloir a été ainsi réalisée. Des négociations ont été menées avec les propriétaires qui ont tous signé des actes de donation à officialiser à la mairie. Le processus suit son cours.

L'appui pour la bonne qualité de l'ouvrage. En plus du comité de suivi mis en place dans le village, un spécialiste en BTP contrôle les travaux. Il appuie le comité villageois de suivi qui s'assure de la qualité travaux.

Ce contrôle de proximité permet de vérifier que les dosages recommandés sont respectés, que l'arrosage des balises ou des briques s'effectue correctement. Le comité comprend des maçons de la localité qui connaissent la qualité des matériaux et peuvent alerter l'UCOPER en cas d'utilisation de matériaux non conformes.

La construction et l'enfouissement des balises. Cette opération relève de la responsabilité de l'entrepreneur retenu par l'OSP sur les conseils de Ciradel. L'entrepreneur recrute le personnel local, à raison de 1000 FCFA par balise : dépôt, transport et enfouissement compris.

Entendu à Poto

« Je laissais par dépit une partie de mon champ dans le couloir, car quoi que je fasse, les troupeaux broutaient mes plantes. Depuis l'implantation de la balise, ce n'est plus le cas. Je suis tranquille et il y a une bonne entente entre moi et les éleveurs. » **Propos de Arouna Dembo.**

« Au moment où les balises n'étaient pas plantées, si vous faisiez votre champ, vous pouviez dire adieu à au moins 7 m² de surface cultivée que vous ne pourrez pas récolter, car les animaux y causaient des dégâts. » **Propos d'un cultivateur de Poto.**

« Avant lorsqu'il n'y avait pas de balises, les agriculteurs occupaient environ cinq mètres par an puis une bonne partie du couloir année après année. » **Propos d'un éleveur de Poto.**

Réduction des contentieux, nouvelle aire de pâture, fierté locale et futur jardin botanique pour plantes médicinales en voie de disparition

A peine un an après sa matérialisation à l'aide de balises, le couloir de passage de Poto a contribué à réduire les conflits agriculteurs – éleveurs. Le délégué, chargé de la conciliation, dit traiter moins de cas de conflits.

L'accès aux pâturages et au point d'eau est facilité. Protégé, le couloir est devenu une aire de pâture appréciée des éleveurs et un passage sécurisé pour accéder aux sites de vaccination.

Le nouveau couloir balisé séduit au-delà de Poto : sept délégués d'autres villages sont venus s'informer sur la démarche à entreprendre pour se doter d'un tel ouvrage. Celui-ci renforce aussi le membership de l'UCOPER et le statut des éleveurs dans le village. Les éleveurs non membres participent aux rencontres de l'UCOPER.

Certains pensent que le couloir de passage pourrait contribuer au retour de certaines plantes médicinales, aujourd'hui disparues.

Le secret d'une réussite fragile

Le recul n'est certes pas suffisant pour tirer des enseignements de la réhabilitation du couloir de Poto, mais les premiers résultats laissent percevoir qu'outre le besoin unanimement ressenti de réduire les conflits agriculteurs – éleveurs, le succès de l'initiative est le fruit de la combinaison d'approches, de messages adaptés, du fort engagement des notables et des populations, de l'accompagnement de l'UCOPER et de nombreux autres intervenants.

Engagement des chefs de village et des délégués. Le changement fait généralement peur et suscite la méfiance voire le rejet. Ce fut le cas à Poto, où certains gardaient leurs distances par rapport au projet. Il a fallu toute la fermeté et la diplomatie du délégué du village pour qualifier cette attitude de honteuse avant d'ajouter: « *C'est un don et si vous le laissez passer, vous allez le chercher en plein jour avec des torches et il sera trop tard. Et c'est un autre village qui en profitera* ». Ce discours, soutenu par les sages et les chefs traditionnels, a convaincu les populations de s'engager dans la confection de l'ouvrage.

Engagement des populations. Les populations se sont engagées à travers le prolongement du couloir, passé de 5 à 7 km avec des écarts entre les balises de 150 mètres au lieu de 100 mètres. Cet important écart pouvait faire craindre des violations de l'ouvrage, mais les notables

rassurent. Ils soutiennent qu'il s'agit d'un choix des populations qu'elles se sont engagées à respecter.

Urgence de réduire les conflits agriculteurs – éleveurs. Même s'ils ne se soldent pas toujours par des blessés ou des morts, les conflits agriculteurs-éleveurs surviennent parfois à Poto. En s'engageant dans la matérialisation du couloir, les populations affichent leur volonté de privilégier le vivre ensemble à la confrontation permanente.

Preuve de l'importance de cet engagement : de nombreux propriétaires fonciers ont cédé officiellement une portion de leur champ à travers des actes de donation. Dans certains cas, les donations atteignaient 6 hectares de terrain cédés.

L'effet vitrine. Le couloir de Poto suscite l'intérêt des habitants des autres villages qui viennent s'informer sur la procédure de réalisation d'un tel ouvrage. Cette renommée accroît la pression sur le village qui tient à préserver son image de village disposant d'un couloir moderne et efficace.

Privilégier les discours mobilisateurs valorisant l'intérêt général et l'intérêt individuel. Les opposants au balisage du couloir de passage prétextaient ne pas posséder d'animaux et ne voyaient donc pas ce que le balisage allait leur apporter. En leur faisant comprendre que le couloir profiterait à leurs parents possédant du bétail et en leur expliquant qu'ils étaient eux-mêmes de futurs propriétaires d'animaux, le comité a réussi à en faire des alliés.

Une retenue d'eau et des textes pour parfaire l'initiative

Le processus suit son cours et les populations ne manquent pas d'idées pour sa consolidation.

La réhabilitation de la retenue d'eau pour pérenniser le couloir. Le couloir de passage mène à un point d'eau, asséché depuis novembre 2015. Sa réhabilitation permettrait de prélever des taxes et d'assurer la pérennisation des deux ouvrages très dépendants l'un de l'autre.

Des règles d'utilisation en élaboration. Afin de garantir la durabilité des ouvrages, les membres du comité de gestion du couloir de passage réfléchissent à divers scénarios en fonction des utilisateurs potentielstranshumant, résident et des situations : cas de vandalisme, de cassure de balise, de «grignotage» du couloir, immixtion dans les champs limitrophes du couloir, etc.

Le comité compte identifier les propriétaires d'animaux et établir annuellement une taxe pour ceux qui vont emprunter le couloir. Une assemblée villageoise en préparation permettra d'obtenir le consensus sur les montants à fixer.

Un reboisement en vue. Le comité de surveillance tient des réunions régulières sur la gestion et la sécurisation des balises. Il compte repiquer davantage de caïcédrats et d'autres plantes le long de l'ouvrage.

Des textes de loi pour parachever le processus. Les membres du comité, sur les conseils du facilitateur, voudraient bénéficier

d'un appui de la commune pour intensifier la sensibilisation radiophonique et faire signer l'arrêté pour la sécurisation du couloir par l'autorité préfectorale.

Au niveau national, ils espèrent que l'Assemblée Nationale viendra parachever le processus de sécurisation des couloirs de passage en adoptant une loi à cet effet.